

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 12-13 (1871-1872), p. 275-280

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1871-1872__12-13__275_0

© Société de statistique de Paris, 1871-1872, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VARIÉTÉS.

1. Naples et sa population.

Le recensement de la population de Naples, annoncé depuis plus de deux mois, vient d'être terminé. Il en résulte qu'au 31 décembre dernier il y avait dans cette capitale 12,795 maisons occupées par 93,392 familles formant elles-mêmes un effectif total de 447,065 âmes.

En 1861, la population de Naples s'élevait à 448,503. Il s'est donc produit en dix ans une diminution de 1,438 habitants.

Peut-être faut-il attribuer ce résultat au ralentissement qui s'est produit, entre les deux recensements, dans le nombre des mariages et par suite dans le nombre des naissances :

	Mariages.	Naissances.
1862.	3,527	17,878
1863.	3,993	17,341
1864.	3,349	10,047
1865.	3,407	17,179
1866.	2,242	16,725
1867.	2,605	16,855
1868.	2,704	15,744
1869.	3,177	16,540
1870.	3,139	16,052
1871.	3,278	16,803

A ces causes sont venues s'ajouter le renchérissement de toutes choses survenu depuis l'unification de l'Italie, et, d'autre part, les trois épidémies cholériques de 1865-66-67, qui ont fait plus de 7,000 victimes.

Quoiqu'il en soit, le témoin oculaire auquel nous empruntons ces renseignements, paraît ne pas regretter ce ralentissement lorsqu'il songe à l'immense misère qui règne à Naples, et à l'ignorance dans laquelle croupit la plus grande partie de la population.

On a vu plus haut que Naples compte 93,392 familles logées dans 12,795 maisons ; or, sur ces 93,392 familles il y en a au moins 62,503 qui sont logées dans des endroits insalubres, privés d'air et de lumière et de plus encombrés d'un nombre d'habitants deux ou trois fois plus considérable que celui que comporterait rigoureusement l'espace disponible.

Si en France le pauvre se plaint de sa mansarde, au moins y trouve-t-il quelquefois un air sain et vivifiant, mais à Naples les logements supérieurs ne sont accessibles qu'à la classe aristocratique (*piano nobile*, suivant le terme du pays), et les ouvriers sont réduits à se loger dans des rez-de-chaussée mal distribués, humides et ne recevant d'autre jour que celui d'une simple porte. De là des désordres de toute nature : l'habitude de vivre hors de chez soi, le vagabondage organisé pour les enfants, et, en raison de la mauvaise tenue des égouts souvent laissés béants, une atmosphère empestée qui engendre les fièvres intermittentes et le typhus.

Nous ne parlerons pas de l'absence d'aménagements indispensables qui obligent les habitants à infecter jusqu'aux rues les plus fréquentées ; mais dans tous ces logements règne la promiscuité la plus complète. Presque partout la famille entière couche dans le même lit, et on considère comme relativement aisés ceux qui vivent groupés cinq ou six dans une pièce qui ne devrait contenir que deux personnes au plus.

A côté de ceux-là, et en passant sous silence les gens qui n'ont même pas de gîte, il existe toute une classe de malheureux qui campent dans ce qu'on appelle *ottoscale*, c'est-à-dire le pied de la coquille des escaliers, quand ils ne couchent pas à la belle étoile.

Il est vrai que quelques philanthropes napolitains cherchent à faire établir des cités ouvrières, et à provoquer, dans les maisons construites ou à construire, la création de petits locaux semblables à ceux qui existent en France. Mais, indépendamment de l'obstacle qu'opposent à ces réformes les habitudes invétérées du peuple, il faut reconnaître que le climat rendrait aussi malsain le séjour de ces mansardes que l'est aujourd'hui celui des *bassi* et des *ottoscale*.

(Rapport consulaire.)

2. — *Le journalisme en Angleterre.*

Sous ce titre, le *Journal de Genève* donne les intéressants détails qui suivent :

Trois dates, 1853, 1855, 1861, marquent les dates d'accroissement par lesquelles la presse anglaise a passé pour en arriver à son merveilleux développement actuel.

En 1853 fut aboli le droit sur les annonces des journaux ; avant cette date, toute annonce, quels qu'en fussent la dimension et l'objet, était soumise à un droit de 1 f. 80 c. Ce droit devait être payé chaque jour après la publication de la feuille. Comme les clients ne réglèrent ordinairement leurs comptes qu'une fois ou deux l'an, il fallait un très-grand capital pour faire marcher un journal. C'est cette difficulté qui empêcha jusqu'en 1853 le développement de la presse et la multiplication des journaux.

En 1855, le timbre fut aboli. Imposé en 1713, ce timbre, qui était d'abord de 40 c., fut réduit en 1836 à 10 c. Cette modération de taxe entraîna une réduction dans le prix des journaux, et le prix du numéro du *Times*, qui était de 70 c., tomba à 50 c. D'autres journaux se vendirent 40 c., et ce prix resta jusqu'en 1855 le dernier mot du bon marché. Une tentative faite par le *Daily News*, pour réduire son prix à 25 c., n'eut pas de succès, et ce journal dut en revenir aux taux de ses confrères.

L'abolition du timbre, fait assez curieux, fut vivement combattue par la presse d'alors. Le *Times* surtout se fit remarquer par une campagne en faveur de la charge dont on voulait le dégrever. On craignait que l'abolition du timbre ne fit naître une concurrence redoutable et que la multiplicité des feuilles que la facilité de paraître allait créer, ne compromit la situation que les anciens journaux s'étaient faite.

On prétendait également que l'abolition du timbre amènerait l'apparition d'une foule de publications immorales et séditieuses. Les faits n'ont pas justifié ces prévisions ; la presse anglaise est restée honnête, mais la concurrence est devenue formidable, comme les vieux journaux le craignaient.

L'abolition du timbre amena la presse à 10 c. ; le journal, qui était un objet de luxe, devint un objet de première nécessité ; l'impulsion fut prodigieuse et le tirage s'accrut dans de fabuleuses proportions. On en peut juger par les chiffres qui suivent. En 1856, six mois après l'abolition du timbre, le nombre des journaux

publiés dans le Royaume-Uni est de 784. En 1871, ce chiffre est plus que doublé et s'élève à 1,651. En 1856, le tirage total des journaux est évalué à 130 millions d'exemplaires; en 1871, ce chiffre est deux fois quadruplé et dépasse 1 milliard. Deux journaux, le *Standard* et le *Telegraph*, tirent à plus de 100,000 exemplaires par jour; pendant la guerre de 1870-1871, la vente n'eut pas de limite, et les journaux durent souvent arrêter leur tirage faute d'encre et de papier.

Enfin, en 1861, la dernière des charges qui pesaient sur la presse anglaise a été levée, et l'impôt sur le papier a été aboli. Cette mesure accrut le développement du journalisme britannique, sans cependant avoir tout le résultat qu'on en attendait. Elle n'amena la création d'aucun journal quotidien à Londres.

Il est évident que ces variations des conditions d'existence ont profondément modifié le caractère de la presse anglaise. Le bon marché excessif du prix de vente des journaux a fait qu'ils ont dû chercher leur gain dans les annonces. C'est cette nécessité qui a amené l'extension de cette partie du journal.

Les comptes rendus des débats des deux chambres ont beaucoup perdu avec la presse à bon marché et perdent chaque jour. Le *Times* et le *Standard* sont seuls à les donner à peu près complets.

Une autre conséquence assez inexplicable du bon marché, a été la disparition de la presse du soir, qui n'existe pour ainsi dire plus.

Mais une révolution plus importante encore a été causée par ce bon marché. L'individualité des journaux a été détruite. Autrefois, un journal était une entreprise distincte, ayant ses nouvelles comme il avait sa rédaction. L'obligation de veiller à l'économie a amené les emprunts réciproques et les combinaisons entre journaux. Aujourd'hui, la plus grande partie d'un journal ressemble à la partie correspondante d'un autre journal.

Cette dernière modification a amené la prospérité de l'agence Reuter. M. Reuter est un Allemand qui vint se fixer à Londres en 1851. Là, il entreprit de centraliser toutes les nouvelles des pays étrangers en Angleterre et de les communiquer aux journaux anglais à prix réduits. Ses premières offres furent repoussées, et ce ne fut qu'en 1858 qu'il put obtenir des contrats réguliers avec quelques journaux.

Aujourd'hui, ces nouvelles sont acceptées par toute la presse. C'est elle qui fournit les nouvelles anglaises à toute l'Europe, et l'agence Havas à Paris, l'agence Wolff à Berlin, l'agence Stefani à Florence, sont en correspondance avec l'agence Reuter à Londres.

Sur 260 journaux qui se publient à Londres, on en compte 19 seulement qui soient quotidiens. Parmi les 241 publications hebdomadaires, on compte 46 feuilles d'intérêt purement local qui ne se vendent que dans un seul quartier, 35 feuilles religieuses et 30 feuilles représentant les arts et les sciences.

Il est remarquable qu'il n'y a pas un journal affichant des opinions athéistes. Toutes les corporations ont leur organe spécial, et l'on trouve le défenseur des marchands patentés de comestibles à côté de la gazette des prêteurs sur gages et du journal des collectionneurs de timbres.

Il n'existe à Londres que trois feuilles comiques et que trois journaux illustrés. Le *Punch*, le plus vieux des journaux comiques anglais, fondé il y a plus de trente ans, est resté longtemps sans rival. Fait avec beaucoup de soin et la plus grande décence, le *Punch* peut être mis sans danger entre les mains des enfants. Les

journaux français ne peuvent donner aucune idée de cette publication. Il existe entre eux toute la différence qui existe entre l'humour britannique et l'esprit gaulois.

Les journaux publiés en province sont au nombre de 1,391, et 77 sont quotidiens. Depuis vingt-cinq ans, la presse de province a subi les mêmes phases d'accroissement que la presse de Londres, et elle lui fait aujourd'hui une redoutable concurrence. Les grands journaux de province ont en effet la même dimension, sont aussi bien dirigés, bien écrits et bien renseignés que le meilleur journal de la capitale, et ils ont le grand avantage de donner les nouvelles douze heures et souvent vingt-quatre heures avant eux. Pour arriver à cette perfection, les Anglais utilisent sur une grande échelle le télégraphe, qui ne joue encore dans la presse française qu'un rôle fort restreint.

Les journaux de province ont imaginé de louer un fil télégraphique spécial dont ils ont le libre emploi à partir d'un certain moment de la journée, six heures du soir ordinairement. A l'aide de ce fil, le correspondant du journal de Londres leur transmet un résumé complet de tous les journaux du matin et du soir et de toutes les nouvelles, si bien que le journal de province paraît le matin avec un résumé des journaux de Londres qui n'arrivent qu'à une heure avancée de la journée.

La location de ce fil coûte 12,500 fr. par an.

En dehors de cette dépense prévue, lorsqu'il s'agit d'événements extraordinaires, les journaux de province ne reculent devant aucune dépense pour se procurer des nouvelles et usent largement du télégraphe. On cite comme exemple de cette ardeur de renseignements, le *Manchester Guardian*, qui, pendant la guerre de la France avec la Prusse, paya 10,000 francs le compte rendu télégraphique d'une bataille.

3. — États-Unis. — Le Far West.

Dans son dernier numéro, le *Journal d'agriculture pratique* publie sur ce sujet un article signé F. Eymar de Lucy, qu'on lira avec intérêt.

On parle beaucoup du *Far West* américain, de ces plaines immenses d'où sortent chaque année des quantités considérables de bétail, de céréales et d'autres produits agricoles, et qui semblent ouvrir un champ presque indéfini à l'activité des pionniers et des émigrants européens. Mais qu'est-ce, au juste, que ce *Far West*? quelles sont son étendue et ses ressources, quels territoires ou quels États embrasse-t-il? C'est ce qu'il nous a paru utile de rechercher, en nous aidant des publications du bureau de la statistique des États-Unis.

Sous la dénomination d'États de l'Ouest sont plus particulièrement compris l'Illinois, le Wisconsin, le Iowa et le Minnesota, dont les deux premiers confinent aux lacs sur lesquels s'élèvent ces immenses entrepôts de céréales qui alimentent le marché de New-York, et, de là, prennent leur écoulement vers l'Europe.

L'Illinois, dont l'organisation comme État ne date que de 1818, était en 1800 un simple territoire, avec une population de 3,000 âmes; sa première expédition de blé, en 1839, ne dépassait pas les proportions d'un simple chargement de charrette et atteignait à peine 1,678 boisseaux. En 1870, sa population est de 2,539,891 habitants, la superficie des terres cultivées de 19,329,952 acres; ses fermes, au

nombre de 202,803, ont une valeur de 920 millions 506,346 dollars, emploient un matériel de 34,576,587 dollars, et les salaires que paient les fermiers représentent une somme de 22,338,767 dollars.

Le bétail, évalué par la statistique à 149,727,698 dollars, se divise comme suit : chevaux, 835,738 têtes; ânes et mulets, 85,075; vaches laitières, 640,321; bœufs de travail, 19,766; bêtes à cornes diverses, 1,055,499; moutons, 1,568,286; porcs, 2,703,343. Quant au tableau des récoltes, il s'établit ainsi qu'il suit: blé de printemps, 10,133,207 boisseaux; blé d'hiver, 19,995,195 boisseaux; seigle, 2,456,572 boisseaux; maïs, 129,921,395 boisseaux; avoine, 42,780,851 boisseaux; orge, 2,480,400 boisseaux; sarrasin, 168,862 boisseaux; tabac, 5,249,274 livres; pommes de terre, 10,944,790 boisseaux; foin, 2,757,339 tonnes; graines de trèfle, 10,486 boisseaux; graines fourragères, 153,464 boisseaux.

A ces chiffres, il faut ajouter: 104,032 livres de houblon; 2,204,606 livres de lin, et 1,960,473 gallons de mélasse de sorgho; 1,547,188 livres de miel, et 5,739,249 livres de laine que lui fournissent ses troupeaux de moutons. Les produits de la laiterie, des vergers et des vignobles ont également progressé dans une même proportion.

Dans le Wisconsin, on compte 3,899,543 acres de terres cultivées et divisées en 102,904 fermes, dont 32 ont 1,000 acres et plus de superficie. La valeur de ces fermes, qui est de 300,414,064 dollars, représente presque la valeur réunie des exploitations agricoles du New-Hampshire, du Massachussets et du Connecticut. La production de cet État en blé de printemps s'élève à 24,375,435 boisseaux; en blé d'hiver, à 31,230,909 boisseaux, c'est-à-dire qu'elle est plus considérable que celle de l'État de New-York et de tous les États de la Nouvelle-Angleterre ensemble.

Le Wisconsin possède de nombreuses laiteries, dont les produits se sont progressivement élevés à 22,137,036 livres de beurre, et à 1,591,789 livres de fromage. Ses 1,069,282 moutons lui ont donné 4,090,670 livres de laine; ses cultures lui ont fourni 15,033,998 boisseaux de maïs, 20,180,016 boisseaux d'avoine, 1,645,019 boisseaux d'orge, et 6,646,129 boisseaux de pommes de terre; ses houblonniers dont la superficie n'est inférieure qu'à celles de l'État de New-York, ont rendu 4,630,155 livres de houblon.

De formation plus récente que l'Illinois et le Wisconsin, l'Iowa ne se développe pas moins, au point de vue agricole, avec une rapidité extrême. La statistique de 1870 y constate l'existence de 116,292 fermes occupant une superficie de 9,396,467 acres. Les récoltes sont évaluées à: maïs, 21,005,142 boisseaux; blé, 29,435,692 boisseaux; orge, 1,960,779 boisseaux; pommes de terre, 5,914,220 boisseaux. Ses laiteries produisent 27,512,179 livres de beurre et 1,087,761 livres de fromage; enfin ses prairies donnent plus de 1,500,000 tonnes de foin. La valeur totale de son bétail, qui comporte, en porcs seulement, 1,353,908 têtes, monte à la somme de 82,927,133 dollars.

Dans le Minnesota, qui ne s'est formé qu'après l'Iowa, la statistique constate l'existence de 46,500 fermes d'une étendue totale de 2,322,132 acres, dont le produit, en blé, est estimé à 3,658,466 boisseaux. Le bétail représente, en outre, une valeur de 20,118,841 dollars.

Sans parler du Nebraska et des territoires de Dakota et de Washington, il nous suffira de ces quatre exemples pour démontrer l'importance agricole des États de l'Ouest, qui sont devenus en quelque sorte les pourvoyeurs et les véritables greniers

d'abondance de l'Union américaine. Il est vrai de dire, cependant, que, pour certains produits spéciaux, les anciens États, comme la Pensylvanie et l'État de New-York, conservent leur supériorité sur ceux de l'Ouest.

Mais quand on réfléchit que l'agriculture de l'Ouest ne date que de quelques années, quand on se met en présence des résultats que donne la statistique officielle de 1870, il est facile de prévoir ceux que constatera le recensement agricole de 1880, surtout si l'on tient compte de l'imperfection des méthodes actuelles et des améliorations qui se manifestent encore dans un grand nombre des États de l'Union. Aujourd'hui les récoltes de pommes de terre, les produits de la laiterie et des vergers, ainsi que le bétail en général, dans l'État de New-York, sont peut-être supérieurs aux similaires de l'Illinois; mais, en revanche, ce dernier État possède d'ores et déjà plus de chevaux et de porcs, envoie plus de bétail à la boucherie et produit plus de blé et de maïs. Le Texas fournit aussi plus de bétail, et la Californie et l'Ohio plus de laine.

La superficie des cultures de l'Illinois dépasse de 1,702,746 acres celle de l'État métropolitain; mais ses autres produits agricoles, y compris les améliorations des fermes et l'accroissement du bétail, présentent une différence en moins de 42,665,575 dollars; disons toutefois que l'État de New-York dépense en salaires, pour obtenir ces produits, 12,112,395 dollars de plus que l'Illinois; que le capital employé dans les fermes représente sur l'Illinois un excédant de 352,351,120 dollars, c'est-à-dire que la valeur des fermes de New-York est estimée beaucoup plus haut que celle de l'Illinois; disons de plus que le matériel agricole est estimé valoir 11,421,125 dollars de plus que celui de ce dernier État; si donc au surplus de dépense en salaires nous ajoutons l'intérêt de ces excédants de capitaux, on comprendra que dans l'Illinois l'agriculture, tout en étant beaucoup plus facile, donne beaucoup plus de bénéfices que dans l'État de New-York.

Cette esquisse ne serait pas complète si nous ne mettions nos lecteurs à même de juger, par un exemple, des proportions véritablement colossales qu'atteignent certaines exploitations agricoles du *Far West* américain. Une ferme, désignée sous le nom de grande ferme de l'Illinois, est située dans les comtés de Ford et de Livingstone, à 160 kilomètres de Chicago, sur la route qui conduit de cette ville à Saint-Louis. M. L. Sullivant, son propriétaire actuel, s'en est rendu acquéreur, il y a vingt ans, au prix de 1,25 dollar l'acre (environ 22 fr. 18 l'hectare). Des ventes successives ont réduit notablement l'étendue primitive du domaine. Mais il n'est pas moins vrai qu'en 1868 M. Sullivant ensemencait à Burt-Oak 1,000 acres (400 hectares) de blé; en 1869, 5,000 acres (2,000 hectares); en 1870, 9,000 acres (3,600 hectares), et en 1871, 4,400 hectares, dont le rendement était estimé à 45 boisseaux à l'acre (environ 39 hectolitres par hectare). Les autres cultures occupent 5,000 acres (2,000 hectares). La superficie de la ferme est de 65 milles carrés, plus de 40,000 acres (16,000 hectares). La longueur totale des haies s'élève à 300 milles (480 kilomètres), et les clôtures en palis pour le bétail ont 6 milles (environ 10 kilomètres) de longueur; les fossés qui servent en partie au drainage, et qui ont généralement sept pieds (2^m.1 de largeur sur une profondeur de deux pieds (0^m.60) ont 150 milles (240 kilomètres) de long. Quelle distance entre cet établissement grandiose et les fermes de notre pays!